

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 44

Votants 55

Dont 11 procurations

L'an deux mille vingt trois le : Jeudi 2 Novembre à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle Sydney Bechet de
St Honoré les Bains
sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 26 Octobre 2023

Etaient présents :

- Achun : Rémy SELLIER Supplée Denis LARUE
- Alluy : Patrice BONNET
- Aunay en Bazois : Patrick CHAUSSAT
- Avrée : /
- Biches : Annie LECERF
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT

• Cercy-la-Tour :

Jean-Michel AGEZ,
Monique BERNARD,
Michel MULOT

• Charrin : Serge CAILLOT, Hervé GARÇON

• Châtillon-en-Bazois : Michel MARIE
Jean-Christophe SAVE

• Chiddes : /

• Chouigny : /

• Dun sur Grandry : Christiane MAURY-JOSSERAND

• Fléty : Romain COUGNY

• Fours : /

• Isenay : Pascal PETIT

• La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN

• Lanty : Annick BERTRAND

• Larochemillay : Nathalie MICHON

• Limanton : Patrick REVENEAU

• Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Sylvie DELAVELLE, Florence CHANDIOUX,
Thierry DESCOURS

OBJET :

URBANISME :

**PRESCRIPTION D'
ELABORATION DU
PLAN LOCAL
D'URBANISME
INTERCOMMUNAL
(PLUi) DE LA CCBLM**



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 28/11/2023

Publié ou notifié
le : 28/11/2023

Envoyé en préfecture le 28/11/2023

Reçu en préfecture le 28/11/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231102-2023_CC_194-DE



.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : /
- **Mont et Marré** : /
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : **Philippe SAYET** Supplée Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : /
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : /
- **Ternant** : /
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : Pascale CHAMARD
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : /

Procurations de :

- 1 – Mme Christine MASCARELLO à M. Jean-Christophe SAVE
- 2 – Mme Elisabeth JOSSE à Mme Marie-Claire RANVIER
- 3 – M. Olivier FAURE à Mme Jocelyne GUERIN
- 4 – M. Sylvain BONNODOT à M. Michel DURAND
- 5 – M. Georges CHATEAU à Romain COUGNY
- 6 – M. Alain REININGER à M. Jean-Michel AGEZ
- 7- M. Thierry LAPORTE à Mme Christiane MAURY-JOSSERAND
- 8 – M. Alban BEAUZON à M. Serge DUCREUZOT
- 9 – M. Patrick LORGE à M. Serge CAILLOT
- 10 – Mme Floor NUSINK à M. Gilles GONIN
- 11 – Mme Marie-Laure PARMENTIER à Mme Monique BERNARD

URBANISME : PRESCRIPTION D'ELABORATION DU

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

(PLUi) DE LA CCBLM

M. Michel MARIE, Vice-Président en charge de l'urbanisme, explique que la CCBLM est compétente en aménagement du territoire et urbanisme depuis la fusion de 2017.

Depuis quelques mois, de nombreuses communes de la CCBLM qui sont au Règlement National d'Urbanisme (RNU) rencontrent des problèmes de plus en plus fréquents d'autorisations d'urbanisme instruites par la DDT dans le cadre de l'application de la loi dite Climat et résilience instaurant le concept du « Zéro Artificialisation Nette » ou « ZAN ».

La CCBLM disposait de 5 ans de dérogation pendant lesquels elle pouvait faire vivre les documents d'urbanisme préexistants à la fusion sans devoir lancer la création d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble de son territoire. Ce délai est terminé et la CCBLM doit maintenant prescrire l'élaboration de ce document, d'autant plus que cette prescription permettra aux communes au RNU de débloquer une partie de leurs dossiers.

La commission urbanisme est favorable à la prescription du PLUi.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, dite loi SRU,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour « l'accès au logement et à un urbanisme rénové » dite loi ALUR,

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant « lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets », dite "loi Climat et Résilience"

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L153-1 et suivants, les articles R153-1 et suivants ainsi que les articles L103-2 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 17 novembre 2016 portant création de la Communauté de communes issu de la fusion des communautés de communes du Bazois, du Sud Morvan, des Portes Sud du Morvan et Entre Loire et Morvan

Vu l'avis favorable de la commission Urbanisme et Habitat réunie le 18 octobre 2023,

Vu le rapport du Vice-président,

Considérant que la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme depuis le 1^{er} janvier 2017,

.../...

Considérant que le territoire est couvert par 10 cartes communales, 4 plans locaux d'urbanisme et 1 plan local d'urbanisme intercommunal couvrant 7 communes et que ces documents, pour certains, sont assez anciens et ne prennent pas en compte les évolutions du contexte réglementaire dans différents domaines de l'aménagement du territoire,

Considérant que l'élaboration d'un PLUi permettra d'intégrer et de traduire ces réglementations nationales dans le document d'urbanisme,

Considérant que l'élaboration d'un PLUi sera également l'occasion d'y intégrer les enjeux du territoire et qu'il s'agira notamment d'exprimer dans le PLUi le projet de territoire actuellement en cours ainsi que les orientations pour la transition écologique que porte la Communauté de communes Bazois Loire Morvan.

Considérant que cette élaboration de PLUi devra répondre aux objectifs suivants:

- 1 – Traduire règlementairement les ambitions du projet de territoire de la Communauté de communes Bazois Loire Morvan tout en tenant compte du contexte règlementaire actuel*
- 2 – Porter la réflexion sur l'urbanisation du territoire à une échelle plus large, en prenant en compte les différentes thématiques comme la mobilité, le développement de l'activité économique, l'habitat, la préservation des espaces agricoles, des paysages et des corridors écologiques, dans l'aménagement du territoire*
- 3 – Tenir compte des spécificités des communes, notamment :*
 - Les spécificités des 4 centralités que sont les communes de Chatillon-en-Bazois, Cercy-la-Tour, Luzy et Moulins-Engilbert (dynamisation des centres villes, renforcement des différentes fonctions de la centralité)*
 - Les spécificités de la station thermale de Saint Honoré les Bains (avec un contrat de station, etc.)*
 - Les spécificités des communes plus rurales avec des enjeux de préservation des outils agricoles et de la valorisation du patrimoine rural mais également de maintien de leur vitalité,*
- 4 – Parvenir à un développement urbain maîtrisé afin de réduire la consommation d'espace et l'artificialisation en optimisant le foncier constructible tout en adaptant la densification au contexte rural du territoire,*
- 5 – Répondre aux besoins de la population actuelle et future en assurant une nouvelle production de logements et en prévoyant une diversification des programmes d'habitats,*
- 6 – Traduire les besoins du territoire de manière globale et cohérente notamment en termes d'équipements, afin d'améliorer l'accès aux services,*
- 7 – Favoriser l'évolution des pratiques de déplacement,*
- 8 – Assurer la préservation des terres agricoles et donner à l'activité les moyens de sa pérennisation,*
- 9 – Conforter l'activité économique du territoire en permettant aux entreprises existantes d'évoluer selon leurs besoins de développement et en autorisant l'installation de nouvelles entreprises,*
- 10 – Inscrire le développement du territoire dans une démarche de développement durable en s'adaptant aux réalités économiques, environnementales et sociales actuelles et en répondant aux exigences de la transition énergétique,*

Considérant qu'une concertation sera instaurée, conformément aux dispositions des articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme, tout au long de son élaboration jusqu'à la délibération qui arrêtera le projet et qui tirera le bilan de la concertation. La concertation s'appuiera sur les modalités suivantes :

- Le site internet de la Communauté de communes qui permettra de centraliser l'ensemble des informations sur le projet de PLUi (calendriers, dates des réunions de concertation, documents et supports d'information, ...),*

.../...

- Une information du public sur les avancées du projet qui sera notamment assurée par des publications dans le journal communautaire et/ou dans les bulletins municipaux des communes, ainsi que, éventuellement, dans la presse locale,
- Un cahier d'observations présent dans chaque mairie ainsi qu'au siège communautaire qui permettra au public de faire connaître ses observations fur et à mesure de la phase d'élaboration du projet,
- Au moins une réunion publique qui sera organisée au cours de la procédure et autant que de besoin,

Considérant que l'approbation du PLUi n'emporte pas abrogation des cartes communales en vigueur sur le territoire des dix communes couvertes par ce document d'urbanisme, L'abrogation des dix cartes communales sera donc menée concomitamment à l'élaboration du PLUi et donnera lieu à l'organisation d'une enquête publique conjointe, La délibération d'abrogation qui sera prise en conformité avec l'article R153-19 et après l'enquête publique conjointe, précisera que les cartes communales seront abrogées au moment de l'entrée en application du PLUi

Considérant que dans l'attente de l'approbation du PLUi, conformément aux dispositions de l'article L153-11 du code de l'urbanisme, il sera possible d'opposer un sursis à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L. 424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan dès lors qu'aura eu lieu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

Conformément aux dispositions des articles L153-11 et L132-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée à l'ensemble des personnes publiques associées.

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège la Communauté de communes Bazois Loire Morvan et dans les mairies des communes membres pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité. Elle sera téléversée sur le Géoportail de l'urbanisme.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité,

- prescrit l'élaboration du PLUi sur l'ensemble du territoire de la Communauté de communes Bazois Loire Morvan
- dit que, simultanément à l'élaboration du PLUi, la Communauté de communes lance la procédure d'abrogation des cartes communales couvrant le territoire de Isenay, Saint-Gratien-Savigny, Thaix, Fours, Charrin, Saint-Hilaire-Fontaine, Montambert, La Nocle-Maulaix, Ternant et Saint-Seine,
- approuve les objectifs poursuivis et les modalités de concertation définis ci-dessus,
- sollicite des dotations ou des subventions auprès de l'Etat ou tout autres structures ou organisme,
- autorise Monsieur le Président et le Vice-Président en charge de l'urbanisme à signer tout document se rapportant au dossier.

Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 2 Novembre 2023

Le Secrétaire de Séance,
Jean-Jacques LAMALLE.



Le Président,
Serge CAILLOT.